

Recrutement de délégués permanents à la Protection de la Jeunesse (rang 22), masculins et féminins, d'expression française ou d'expression néerlandaise. Erratum, p. 12734.

Recrutement de typographes (rang 30), masculins et féminins, d'expression française. Erratum, p. 12734.

Werving van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige en franstalige vaste afgevaardigden bij de Jeugdbescherming (rang 22). Erratum, bl. 12734.

Werving van mannelijke en vrouwelijke franstalige typografen (rang 30). Erratum, bl. 12734.

#### *Ständiges Sekretariat für Anwerbung des Staatspersonals*

Anwerbung von männlichen und weiblichen deutschsprachigen beigeordneten Kontrolleuren der Steuerverwaltung (Wirtschaftler) (Dienstrang 10), S. 12731.

Anwerbung von männlichen und weiblichen deutschsprachigen industriellen Ingenieuren (Bauwesen) (Dienstrang 10), S. 12733.

#### *Ministère de la Justice*

Ordre judiciaire, p. 12734. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 21 août 1987, n° L 239; du 22 août 1987, n° C 225 et L 240 et du 25 août 1987, n° C 227 et L 241, p. 12735.

#### *Ministerie van Justitie*

Rechterlijke Orde, bl. 12734. — Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 21 augustus 1987, nr. L 239; van 22 augustus 1987, nrs. C 225 en L 240 en van 25 augustus 1987, nrs. C 227 en L 241, bl. 12735.

#### *Ministère des Finances*

Administration des Douanes et Accises. Douane. Vente de marchandises abandonnées ou sans consignataires, p. 12738. — Publication faite en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977. Contingents tarifaires, p. 12739. — Administration de la Trésorerie. Emprunt à lots 1933. Tirage n° 347 du 18 août 1987, p. 12739. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 12740.

#### *Ministerie van Financiën*

Administratie der Douane en Accijnzen. Douane. Verkoop van verlaten goederen of zonder consignataris, bl. 12738. — Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977. Tariefcontingenten, bl. 12739. — Administratie der Thesaurie. Lotenlening 1933. Loting nr. 347 van 18 augustus 1987, bl. 12739. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 12740.

#### *Ministère des Finances, Ministère de la Prévoyance sociale et Ministère de l'Emploi et du Travail*

Liste des entrepreneurs enregistrés (108e supplément), p. 12741.

#### *Ministerie van Financiën, Ministerie van Sociale Voorzorg en Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid*

Lijst van de geregistreerde aannemers (108e aanvulling), bl. 12741.

#### *Ministère de la Région bruxelloise*

Circulaire du 28 mars 1987 relative à la rénovation urbaine. Directives et procédures à suivre pour l'application des arrêtés royaux du 28 mars 1977, du 8 février 1980 et du 20 novembre 1986 relatifs à la rénovation d'îlots et d'immeubles isolés ainsi qu'à l'étude des périmètres provisoires d'opérations de rénovation urbaine, p. 12741.

#### *Ministerie van het Brusselse Gewest*

Omszendbrief van 28 maart 1987 inzake stadsvernieuwing. In acht te nemen richtlijnen en te volgen procedures bij toepassing van de koninklijke besluiten van 28 maart 1977, 8 februari 1980 en 20 november 1986 betreffende de woonkernvernieuwing en de vernieuwing van afzonderlijke onroerende goederen, alsook de studie van de voorlopige omtrekken van de stadskernvernieuwingsoperaties, bl. 12741.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 87 — 1547

24 JUILLET 1987. — Loi modifiant la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. L'intitulé du texte néerlandais de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés est remplacé par l'intitulé suivant :

« Wet op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst. »

Art. 2. L'article 1<sup>er</sup> de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la présente loi réglementent l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés à l'exception des travailleurs domestiques.

## WETTEN, DECRELEN EN VERORDENINGEN

### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID, MINISTERIE VAN ONDERWIJS EN « MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 87 — 1547

24 JULI 1987. — Wet tot wijziging van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van de Nederlandse tekst van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wet op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst. »

Art. 2. Artikel 1 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

« Art. 1. De bepalingen van deze wet hebben betrekking op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst met uitzondering van de dienstboden.

(1) Voir note à la page suivante.

(1) Zie noot volgende bladzijde.

Ces dispositions ne sont pas d'application dans la marine marchande et la pêche maritime.

Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avoir pris l'avis du Conseil national du travail et, les cas échéant, des conseils consultatifs spécialement compétents, étendre en tout ou en partie, selon les modalités qu'il détermine, l'application de la présente loi aux secteurs d'activité exclus en vertu du deuxième alinéa. »

**Art. 3.** L'article 5, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le contrat conclu en vue de l'apprentissage d'une profession qui n'est pas déterminée conformément au premier alinéa est considéré, selon le cas, comme un contrat de travail d'ouvrier, d'employé ou de représentant de commerce. »

**Art. 4.** L'article 7, 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« 2<sup>e</sup> les nom, prénoms, lieu et date de naissance, domicile et nationalité du patron et, le cas échéant, du responsable de la formation dans l'entreprise;

6<sup>e</sup> le cas échéant, les nom, prénoms, lieu et date de naissance, domicile et nationalité du moniteur ainsi que le nombre d'années de pratique de celui-ci dans la profession à laquelle se destine l'apprenti; ».

**Art. 5.** L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. La durée du contrat d'apprentissage est fixée par le comité paritaire d'apprentissage compétent. Elle est égale à celle de l'apprentissage fixée conformément à l'article 45 sans pouvoir être inférieure à six mois ni excéder deux ans, sauf pour les professions qualifiées pour l'apprentissage desquelles le comité paritaire d'apprentissage a fixé une durée supérieure.

Si l'apprentissage d'une profession le requiert, l'apprenti peut, avec l'accord du comité paritaire d'apprentissage compétent, conclure un ou plusieurs contrats d'apprentissage successifs avec des patrons différents. »

**Art. 6.** L'article 22 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Le patron doit assurer personnellement la formation de l'apprenti ou désigner un responsable de la formation dans l'entreprise et, éventuellement, un ou plusieurs moniteurs chargés sous sa responsabilité ou celle du responsable de la formation, d'assurer la formation de l'apprenti.

Le responsable de la formation et le ou les moniteurs doivent satisfaire aux conditions énoncées à l'article 43.

Lorsque l'entreprise est une personne morale, le patron est la personne physique chargée de sa gestion effective et mandatée pour l'engager. »

**Art. 7.** L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Le patron ou le responsable de la formation dans l'entreprise établit pour chaque apprenti un programme de formation individuel établi conformément au modèle de programme de formation visé à l'article 50. Il consulte préalablement, le cas échéant, le moniteur chargé de la formation de l'apprenti dans l'entreprise.

Ce programme de formation est consigné dans un livret de formation tenu, pour chaque apprenti, par le patron, par le responsable de la formation dans l'entreprise ou par le moniteur chargé de la formation de l'apprenti dans l'entreprise.

Le patron ou le responsable de la formation dans l'entreprise communique au comité paritaire d'apprentissage compétent, soit de sa propre initiative, soit à la demande de celui-ci, tous renseignements relatifs à la formation de l'apprenti dans l'entreprise. »

#### (1) Session 1986-1987.

##### Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 925/1. — Amendements, n° 925/2. — Rapport, n° 925/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 18 juin 1987.

##### Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 590/1. — Rapport, n° 590/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 13 juillet 1987. — Adoption. Séance du 18 juillet 1987.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de koopvaardij en de zeevisserij.

De Koning kan evenwel het toepassingsgebied van deze wet geheel of gedeeltelijk uitbreiden volgens de modaliteiten die Hij bepaalt tot de in het tweede lid uitgesloten activiteitssectoren bij een in Ministerraad overlegd besluit en na de Nationale Arbeidsraad en, in voorkomend geval, de ter zake bevoegde adviesorganen te hebben geraadpleegd. »

**Art. 3.** Artikel 5, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De overeenkomst gesloten met het oog op het aanleren van een beroep dat niet is vastgesteld als bepaald in het eerste lid, wordt, naargelang het geval, aanzien als een arbeidsovereenkomst voor werklieden, bedienden of handelsvertegenwoordigers. »

**Art. 4.** Artikel 7, 2<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup> van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2<sup>e</sup> de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte, woonplaats en nationaliteit van de patroon en, in voorkomend geval, van de opleidingsverantwoordelijke in de onderneming;

6<sup>e</sup> in voorkomend geval, de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte, woonplaats en nationaliteit van de instructeur, alsook het aantal jaren praktijk van deze laatste in het door de leerling gekozen beroep; ».

**Art. 5.** Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. De duur van de leerovereenkomst wordt vastgesteld door het bevoegd paritair leercomité. Hij is gelijk aan deze van de leerlijst vastgesteld overeenkomstig artikel 45, zonder minder dan zes maanden en meer dan twee jaar te mogen bedragen, uitgezonderd voor de gekwalificeerde beroepen waarvoor het paritair leercomité een langere duur heeft vastgesteld.

Indien het aanleren van een beroep het vereist, kan de leerling, met de instemming van het bevoegd paritair leercomité, één of meer opeenvolgende leerovereenkomsten sluiten met verschillende patroons. »

**Art. 6.** Artikel 22 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 22. De patroon moet persoonlijk instaan voor de opleiding van de leerling of een opleidingsverantwoordelijke in de onderneming aanwijzen en, eventueel, één of meer instructeurs die, onder zijn verantwoordelijkheid of die van de opleidingsverantwoordelijke, belast worden met de opleiding van de leerling.

De opleidingsverantwoordelijke en de instructeurs moeten de voorwaarden vermeld in artikel 43 vervullen.

Wanneer de onderneming een rechtspersoon is, is de patroon de natuurlijke persoon, belast met het effectieve beheer en gemachtigd deze rechtspersoon te binden. »

**Art. 7.** Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. De patroon of de opleidingsverantwoordelijke in de onderneming stelt voor elke leerling een individueel opleidingsprogramma op, dat opgemaakt wordt overeenkomstig het model van opleidingsprogramma bedoeld bij artikel 50. Dit gebeurt, in voorkomend geval, na overleg met de instructeur belast met de opleiding van de leerling in de onderneming.

Dit opleidingsprogramma wordt opgenomen in een opleidingsboekje, bij te houden voor iedere leerling door de patroon, de opleidingsverantwoordelijke in de onderneming of de instructeur belast met de opleiding van de leerling in de onderneming.

De patroon of de opleidingsverantwoordelijke in de onderneming deelt aan het bevoegd paritair leercomité, op eigen initiatief of op diens verzoek, alle inlichtingen mede betreffende de opleiding van de leerling in de onderneming. »

#### (1) Zitting 1986-1987.

##### Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 925/1. — Amendementen, nr. 925/2. — Verslag, nr. 925/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Besprekking en aanneming. Vergadering van 18 juni 1987.

##### Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 590/1. — Verslag, nr. 590/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Besprekking. Vergadering van 13 juli 1987. — Aanneming. Vergadering van 18 juli 1987.

**Art. 8.** L'article 24, 2<sup>e</sup> de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« 2<sup>e</sup> de veiller à ce que le livret de formation soit tenu régulièrement par le responsable de la formation ou le moniteur, au fur et à mesure du déroulement des activités de formation; ».

**Art. 9.** L'article 25, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ce pourcentage, progressivement augmenté à mesure que la durée de l'apprentissage avance, est fixé par le Roi sur avis conforme du comité paritaire d'apprentissage compétent. »

**Art. 10.** L'article 43 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. Le patron et le responsable de la formation dans l'entreprise doivent être âgés d'au moins 25 ans; ils doivent en outre être agréés par le comité paritaire d'apprentissage compétent. »

Ils doivent avoir au moins sept années de pratique dans la ou les professions pour lesquelles un contrat d'apprentissage peut être conclu ou désigner par profession un ou plusieurs moniteurs âgés de 25 ans au moins et ayant au moins sept années de pratique dans la profession à laquelle se destine l'apprenti.

Le Roi peut, après avis du comité paritaire d'apprentissage compétent, déroger aux conditions d'âge et d'expérience pratique prévues aux deux premiers alinéas.

Le Roi détermine, après avis du Conseil national du travail, les conditions et les modalités d'agrément et de retrait d'agrément. Il peut également, sur la proposition du comité paritaire d'apprentissage compétent, déterminer des conditions et modalités particulières. »

**Art. 11.** L'article 45 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 45. L'apprentissage comporte la communication à l'apprenti de connaissances pratiques qui lui donnent la capacité requise pour l'exercice de la profession choisie et de connaissances théoriques complémentaires nécessaires à l'acquisition d'une capacité professionnelle complète, ainsi que de connaissances générales dans le domaine économique et social.

Sur la proposition de la commission paritaire compétente, le comité paritaire d'apprentissage entendu, le Roi détermine les professions dans lesquelles le contrat d'apprentissage est d'application. Il fixe la durée de l'apprentissage et la répartition hebdomadaire entre la formation pratique et les formations théorique complémentaire et générale sur proposition du comité paritaire d'apprentissage compétent.

Sur la proposition conjointe des Ministres qui ont l'Education nationale et l'Emploi et le Travail dans leurs attributions, le Roi fixe, après avis des comités paritaires d'apprentissage compétents, la durée, la nature et la progressivité de la formation théorique complémentaire et de la formation générale.

Lorsque la formation théorique complémentaire et la formation économique et sociale ne sont pas dispensées dans un établissement d'enseignement de l'Etat ou subventionné, elles doivent être agréées par l'autorité compétente de la Communauté.

Pour l'application du présent article les comités paritaires d'apprentissage font parvenir leurs avis dans les trois mois de la demande qui leur en est faite. »

**Art. 12.** A l'article 47 de la même loi, les alinéas 5, 6 et 7 sont remplacés par les dispositions suivantes

« Le règlement d'apprentissage est établi par le comité paritaire d'apprentissage compétent dans un délai fixé par le Roi.

La décision du comité paritaire d'apprentissage peut être rendue obligatoire par le Roi.

En cas de carence du comité paritaire d'apprentissage, le Roi établit le règlement d'apprentissage sur avis du Conseil national du travail. »

**Art. 13.** L'article 48, dernier alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante

« Les organes de contrôle visés aux premier et deuxième alinéas font parvenir au comité paritaire d'apprentissage tous avis ou propositions contenant, les cas échéant, les diverses opinions exprimées en leur sein, qui sont de nature à favoriser ou à améliorer l'apprentissage. »

**Art. 14.** L'article 49 de la même loi est remplacé par la disposition suivante

« Art. 49. Les commissions paritaires et le Conseil national du travail constituent en leur sein des comités paritaires d'apprentissage qui doivent comprendre en nombre égal des représentants des employeurs et des travailleurs.

**Art. 8.** Artikel 24, 2<sup>e</sup> van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2<sup>e</sup> erover te waken dat het opleidingsboekje regelmatig, naar gelang van het verloop van de opleidingsactiviteiten, bijgehouden wordt door de opleidingsverantwoordelijke of de instructeur; ».

**Art. 9.** Artikel 25, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Dit percentage, dat geleidelijk wordt verhoogd naarmate de leeftijd vordert, wordt vastgesteld door de Koning op eensluidend advies van het bevoegd paritair leercomité. »

**Art. 10.** Artikel 43 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 43. De patroon en de opleidingsverantwoordelijke in de onderneming moeten ten minste 25 jaar oud zijn; bovendien moeten zij erkend zijn door het bevoegd paritair leercomité.

Zij moeten ten minste zeven jaar praktijk hebben in het beroep of de beroep waarvoor een leerovereenkomst kan worden gesloten of per beroep een of meer instructeurs aanwijzen die ten minste 25 jaar oud zijn en die ten minste zeven jaar praktijk hebben in het door de leerling gekozen beroep.

De Koning kan, na advies van het bevoegd paritair leercomité, afwijken van de voorwaarden inzake leeftijd en praktijkervaring zoals bepaald in het eerste en het tweede lid.

De Koning bepaalt, na advies van de Nationale Arbeidsraad, de voorwaarden en de modaliteiten van erkenning en van intrekking van erkenning. Hij kan eveneens op voorstel van het bevoegd paritair leercomité, bijzondere voorwaarden en modaliteiten bepalen »

**Art. 11.** Artikel 45 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 45. De leertijd omvat het mededelen aan de leerling van praktische kennis die hem de vereiste bekwaamheid zal geven voor de uitoefening van het gekozen beroep en van aanzuillende theoretische kennis voor het bijbrengen van een volledige beredsbekwaamheid, alsmede een economische en sociale kennis van algemene aard.

Op voorstel van het bevoegd paritair comité, het paritair leercomité gehoord, bepaalt de Koning de beroepen waarvoor een leerovereenkomst kan worden gesloten. Hij stelt de duur van de leertijd en de verdeling over de week tussen de praktische opleiding en de algemene en aanvullende theoretische opleidingen vast, op voorstel van het bevoegd paritair leercomité.

Op gemeenschappelijk voorstel van de Ministers bevoegd inzake Onderwijs en Tewerkstelling en Arbeid, bepaalt de Koning, na advies van de bevoegde paritair leercomités, de duur, de aard en de progressiviteit van de aanvullende theoretische opleiding en van de algemene opleiding.

Wanneer de aanvullende theoretische opleiding en de economische en sociale opleiding niet in een inrichting van het Rijksonderwijs of in een gesubsidieerde onderwijsinrichting worden gegeven, moeten zij erkend zijn door de bevoegde Gemeenschapsoverheid.

Voor de toepassing van dit artikel delen de paritair leercomites hun advies mede binnen de drie maanden nadat hun het verzoek is gedaan »

**Art. 12.** In artikel 47 van dezelfde wet worden het vijfde het zesde en het zevende lid vervangen door de volgende bepalingen

« Het leerreglement wordt opgesteld door het bevoegd paritair leercomité binnen een door de Koning bepaalde termijn.

De beslissing van het paritair leercomité kan algemeen verbindend worden verklaard door de Koning.

Bij het gebreke blijven van het paritair leercomité stelt de Koning op advies van de Nationale Arbeidsraad, het leerreglement vast. »

**Art. 13.** Artikel 48, laatste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling

« De in het eerste en het tweede lid aangeduide toezichtsorganen zenden aan het paritair leercomité alle adviezen of voorstellen waarin zo nodig de verschillende in hun midden tot uiting gekomen meningen vervat zijn, die van aard zijn om het leerlingwezen te bevorderen of te verbeteren. »

**Art. 14.** Artikel 49 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling

« Art. 49. De paritair comités en de Nationale Arbeidsraad richten in hun schoot paritair leercomités op bestaande uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de werkgevers en de werknemers

Les comités paritaires d'apprentissage comprennent également quatre représentants effectifs et quatre représentants suppléants des Ministres qui ont l'Education nationale dans leurs attributions. Ceux-ci, sauf lorsqu'il s'agit de questions relatives aux formations théorique complémentaire et générale, ne disposent que d'une voix consultative.

Les membres des comités paritaires d'apprentissage sont nommés par le Ministre qui a l'emploi et le travail dans ses attributions sur proposition, selon le cas, du Conseil national du travail ou de la commission paritaire et des Ministres qui ont l'Education nationale dans leurs attributions.

Le Roi, sur avis du Conseil national du travail, établit le règlement type de ces comités qui doit contenir des dispositions relatives à leur composition, leurs attributions et leur fonctionnement. »

**Art. 15.** Un article 49bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 49bis. Les comités paritaires d'apprentissage constituent, s'ils l'estiment nécessaire, des sous-comités paritaires d'apprentissage régionaux, sous-régionaux ou sous-sectoriels qui doivent comprendre des représentants des employeurs et des travailleurs.

Les sous-comités paritaires d'apprentissage visés à l'alinéa 1er coprènnent également trois représentants du ou des Ministres qui ont l'Education nationale dans leurs attributions.

Les comités paritaires d'apprentissage établissent le règlement d'ordre intérieur de ces sous-comités qui doit contenir des dispositions relatives à leur composition, leurs attributions et leur fonctionnement. Ils en nomment les membres. »

**Art. 16.** Dans l'article 50 de la même loi l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Lorsque l'apprentissage le requiert, les comités paritaires d'apprentissage peuvent faire appel à la collaboration du comité paritaire d'apprentissage créé au sein de la commission paritaire dont relèvent les entreprises où cette profession est normalement exercée ou à celle du Comité paritaire d'apprentissage créé au sein du Conseil national du travail. »

**Art. 17.** L'article 52, alinéa premier de la même loi est complété par la disposition suivante

« Ils en font rapport au Ministre qui à l'Emploi et le Travail dans ses attributions. »

**Art. 18.** L'article 54 de la même loi est remplacé par la disposition suivante

« Art. 54 § 1er Les commissions paritaires peuvent, par convention collective de travail, charger des fonds de sécurité d'existence institués conformément aux dispositions de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence d'assurer ou de veiller à ce que soit assurée la formation des apprentis dans les entreprises de leur ressort.

A défaut de tels fonds de sécurité d'existence, elles peuvent désigner un organe existant ou à créer qu'elles agréent spécialement à cet effet.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis du Conseil national du travail, les conditions dans lesquelles est exercée la mission conférée aux organes visés aux alinéas 1 et 2

§ 2 Des conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires peuvent prévoir que les charges de l'apprentissage autres que celles visées à l'article 53, seront réparties entre les employeurs de leur ressort qui peuvent engager des apprentis conformément aux dispositions de la présente loi.

§ 3 Le Roi peut, dans les formes prévues par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, rendre les conventions conclues dans le cadre des §§ 1er et 2 obligatoires. »

**Art. 19.** Dans l'article 55 de la même loi, les mots « , § 2, » sont insérés entre les mots « article 54 » et les mots « et la »

**Art. 20.** Un article 56bis rédigé comme suit, est inséré dans la même loi

« Art. 56bis. Le Roi peut, après avis du Conseil national du travail, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, charger les comités paritaires d'apprentissage visés à l'article 49, de missions en matière d'insertion professionnelle et/ou de formation en alternance

Il peut aussi permettre qu'un nombre, déterminé par Lui, de représentants du ou des Exécutifs communautaires concernés fassent partie des sous-comités paritaires d'apprentissage régionaux ou sous-régionaux. »

Van de paritaire leercomités maken eveneens deel uit vier gewone en vier plaatsvervangende vertegenwoordigers van de Ministers bevoegd inzake Onderwijs. Zij hebben slechts een raadgivende stem behalve wanneer het gaat over vraagstukken betreffende de aanvullende theoretische en algemene opleidingen.

De leden van de paritaire leercomités worden benoemd door de Minister bevoegd inzake Tewerkstelling en Arbeid op voorstel, naar gelang van het geval, van de Nationale Arbeidsraad of van het Paritaire Comité en de Ministers bevoegd inzake Onderwijs.

De Koning stelt, op advies van de Nationale Arbeidsraad, het modelreglement van deze comités vast, dat bepalingen moet bevatten betreffende hun samenstelling, hun bevoegdheid en hun werkwijze. »

**Art. 15.** Een artikel 49bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 49bis. De paritaire leercomités kunnen, wanneer zij het nuttig achten, regionale, subregionale of subsectoriële paritaire sub-leercomités samenstellen bestaande uit vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers.

Van de in het eerste lid bedoelde paritaire sub-leercomités maken eveneens deel uit, drie vertegenwoordigers van de Minister(s) bevoegd inzake Onderwijs.

De paritaire leercomités stellen het huishoudelijk reglement van deze subcomités vast, dat bepalingen moet bevatten betreffende hun samenstelling, hun bevoegdheid en hun werkwijze. Zij benoemen de leden ervan. »

**Art. 16.** In artikel 50 van dezelfde wet wordt tussen het eerste lid en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Wanneer het leerlingwezen zulks vereist, kunnen de paritaire leercomités een beroep op de medeverwerking van het paritaire leercomité dat is opgericht in het paritaire comité waaronder de ondernemingen ressorteren waarin dat beroep normalerwijze wordt uitgeoefend of op het paritaire leercomité opgericht in de schoot van de Nationale Arbeidsraad. »

**Art. 17.** Artikel 52, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Zij brengen daarover verslag uit bij de Minister bevoegd inzake Tewerkstelling en Arbeid. »

**Art. 18.** Artikel 54 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 54 § 1. De paritaire comités kunnen, bij concorde arbeidsovereenkomst, fondsen voor bestaanszekerheid die overeenkomstig de bepalingen van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid zijn opgericht, ermee belasten dat zij zorgen voor de opleiding van de leerlingen in de ondernemingen van hun ambtsgebied.

Bij gebrek aan zulke fondsen voor bestaanszekerheid, kunnen zij een bestaande of een op te richten orgaan aanduiden dat zij hiervoor speciaal goedkeuren.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad de wijze waarop de taken worden uitgevoerd door de organen bedoeld in het eerste en het tweede lid.

§ 2 Collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in de paritaire comités kunnen bepalen dat de lasten van het leerlingwezen buiten die welke in artikel 53 zijn bedoeld, worden verdeeld onder de werkgevers van hun ambtsgebied die, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, leerlingen in dienst kunnen nemen.

§ 3 Onder de voorwaarden bepaald bij de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, kan de Koning de overeenkomsten die in het kader van §§ 1 en 2 gesloten worden, algemeen verbindend verklaren. »

**Art. 19.** In artikel 55 van dezelfde wet wordt tussen de woorden « artikel 54 » en de woorden « en het » het woord « , § 2, » ingevoegd.

**Art. 20.** Een artikel 56bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 56bis. De Koning kan, na advies van de Nationale Arbeidsraad, bij een in Ministerraad overlegd besluit de paritaire leercomités bedoeld in artikel 49 belasten met opdrachten betreffende de inschakeling in het arbeidsproces en/of de alternerende opleiding.

Hij kan eveneens een door Hem te bepalen aantal vertegenwoordigers van de betrokken Gemeenschapsexecutieven toelaten tot de regionale of sub-regionale paritaire sub-leercomités. »

**Art. 21.** L'article 57 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« La réglementation relative au travail temporaire, au travail intérimaire et à la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs n'est pas applicable à l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés. »

**Art. 22.** Un article 61, rédigé comme suit, est ajouté à la même loi :

« Art. 61. Le Conseil national du travail et le Comité Paritaire d'apprentissage institué en son sein sont chargés de l'organisation de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés dans les ateliers protégés. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 24 juillet 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

**M. HANSENNE**

Le Ministre de l'Education nationale,

**D. COENS**

Le Ministre de l'Education nationale,

**A. DUQUESNE**

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Ministre de l'Education nationale,

**A. DUQUESNE**

**Art. 21.** Artikel 57 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De reglementering betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers is niet van toepassing op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst. »

**Art. 22.** Aan dezelfde wet wordt een artikel 61 toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 61. De Nationale Arbeidsraad en het in zijn midden opgerichte paritaire leercomité worden belast met de organisatie van het leerlingwezen voor beroepen die door werknemers in loondienst in de beschutte werkplaatsen worden uitgeoefend. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 24 juli 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

**M. HANSENNE**

De Minister van Onderwijs,

**D. COENS**

De Minister van Onderwijs,

**A. DUQUESNE**

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Onderwijs,

**A. DUQUESNE**

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 1548

**28 JUILLET 1987.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1987 dérogeant temporairement aux dispositions de la section II — Prime de départ de l'industrie charbonnière — de l'arrêté royal du 22 juillet 1966 accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 1966, 29 janvier 1969, 13 août 1971, 8 mars 1974, 24 juin 1975 et 22 août 1975 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967 et 10 octobre 1987;

Vu le traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, les annexes I, II et III, le protocole sur les priviléges et immunités de la Communauté, le protocole sur le statut de la Cour de Justice, le protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 et approuvés par la loi du 25 juin 1952;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1966 accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 1966, 29 janvier 1969, 13 août 1971, 8 mars 1974, 24 juin 1975, 22 août 1975 et 10 avril 1987;

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 1548

**28 JULI 1987.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1987 houdende tijdelijke afwijking van de bepalingen van afdeling II — Premie bij vertrek uit de steenkool-industrie — van het koninklijk besluit van 22 juli 1966 tot toekenning van een herplaatsingspremie aan de werknemers die ten gevolge van de gehele of gedeeltelijke sluiting of van de vermindering der activiteit van steenkolenmijnen worden ontslagen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 1966, 29 januari 1969, 13 augustus 1971, 8 maart 1974, 24 juni 1975 en 22 augustus 1975 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1987 en 10 oktober 1967;

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, de bijlagen I, II en III, het protocol over de voorrechten en immuniteten van de Gemeenschap, het protocol over het statuut van het Hof van Justitie, het protocol over de betrekkingen met de Raad van Europa en de overeenkomst betreffende de overgangsbepalingen, ondertekend op 18 april 1951 te Parijs en goedgekeurd bij de wet van 25 juni 1952;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1966 tot toekenning van een herplaatsingspremie aan de werknemers die ten gevolge van de gehele of gedeeltelijke sluiting of van de vermindering der aktiviteit van steenkolenmijnen worden ontslagen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 1966, 29 januari 1969, 13 augustus 1971, 8 maart 1974, 24 juni 1975, 22 augustus 1975 en 10 april 1987;

(1) Voir note à la page suivante.

(1) Zie noot volgende bladzijde.